



NEI

» EXIGEZ PLUS. COMME NOUS.

# TRAVAILLER ENSEMBLE, ALLER PLUS LOIN



*Conversation approfondie sur le changement climatique à l'approche de la COP26 entre le chef des placements, John Bai, et le directeur des engagements auprès des sociétés, Jamie Bonham, de NEI.*

# À DÉCOUVRIR

La 26<sup>e</sup> Conférence des Parties sur le changement climatique des Nations Unies, ou « COP26 », se déroulera à Glasgow, du 31 octobre au 12 novembre 2021. Il s'agit du plus important rendez-vous climatique des cinq dernières années, et probablement des cinq prochaines également.

Le chef des placements, John Bai, et le directeur des engagements auprès des sociétés, Jamie Bonham, de NEI ont eu ensemble une conversation sur les attentes, les thèmes essentiels et les opportunités de placement ainsi que sur d'autres sujets découlant de cet événement crucial de portée internationale. Jamie et John se rendront d'ailleurs à Glasgow durant la conférence, invités par le sous-conseiller de NEI Federated Hermes.

Tout au long de leur discussion qui couvre de nombreux aspects, une idée se dégage : la collaboration, condition indispensable dans toutes les relations concourant à la réussite de la transition vers un avenir sobre en carbone.

Voici un aperçu de ce que vous lirez dans le document :

- Des opportunités particulières existent au Canada, notamment du fait de la réconciliation avec les peuples autochtones et de son rapport avec la recherche de solutions climatiques naturelles, ainsi que de l'expertise en gestion de projet des sociétés nationales du secteur traditionnel de l'énergie du fait de l'émergence de technologies servant à la capture et à l'utilisation du carbone
- Les pays développés doivent soutenir davantage leurs partenaires en développement, en honorant les engagements pris, mais en allant aussi au-delà
- Les gestionnaires de placement ont un rôle critique à jouer comme intermédiaire dans un écosystème complexe qui comprend des investisseurs, des conseillers, des autorités de réglementation, des organismes fixant des normes, des pouvoirs publics et, évidemment, d'autres gestionnaires de placement
- Les engagements auprès des sociétés obtiennent souvent de meilleurs résultats lorsque les gestionnaires de placement et autres groupes partageant les mêmes convictions agissent de concert pour s'adresser aux sociétés d'une seule voix
- Les conseillers ont une occasion exceptionnelle de participer avec leurs clients à la transition vers le zéro net, en mobilisant des capitaux pour un double objectif : la préparation d'un avenir financier serein et d'une planète en meilleure santé



Souhaitez-vous obtenir davantage de renseignements à la source sur la COP26? Veuillez visiter la page [www.ukcop26.org](http://www.ukcop26.org) et télécharger la brochure (en anglais) [COP26 Explained](#) (pdf).

Assurez-vous de suivre NEI sur les médias sociaux afin d'obtenir des renseignements et des conseils sur l'investissement responsable.



# QUE LA CONVERSATION COMMENCE...



**JOHN BAI**  
Chef des placements

Dans l'intérêt de notre conversation sur ce que nous souhaitons ou *voulons* voir à l'issue de la COP26, il serait à mon avis judicieux d'apporter quelques éléments contextuels.

L'événement vise en réalité à mettre en œuvre les grandes étapes prévues par l'Accord de Paris en 2015, lors de la COP21. Celui-ci a pris la forme d'un [traité international exécutoire](#) pour les 200 pays (ou presque) qui l'ont adopté, dont l'objectif consiste à limiter le réchauffement climatique à 2 °C au maximum, et idéalement à 1,5 °C.

D'autres conférences des parties ont eu lieu depuis celle-ci, mais l'Accord de Paris se basait sur un cycle quinquennal. L'année 2020 aurait donc dû représenter une étape importante, mais la COP26 n'a pu avoir lieu que cette année en raison de la pandémie. Les pays devaient toutefois avoir soumis dès l'an dernier leur stratégie climatique, en soulignant les étapes prévues pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et atteindre les objectifs prévus par le traité.

---

***La COP26 doit permettre de passer à la vitesse supérieure. Nous devons impérativement accélérer nos actions, approfondir nos engagements, suivre les progrès et les responsabilités de chacun. À quoi ressemblera réellement 2050? Que devons-nous faire d'ici là?***

L'Accord de Paris représente sans aucun doute une solide avancée, mais reflétait malheureusement surtout des aspirations. C'est là que se situe tout l'enjeu du sommet de Glasgow. Personne ne met en doute l'importance du problème. L'objectif a été

identifié et a suscité un émoi tout à fait galvanisant, mais depuis, aucun geste suffisant n'a été posé.

La COP26 doit remédier à cela. Nous devons impérativement accélérer nos actions, approfondir nos engagements, suivre les progrès et les responsabilités de chacun. À quoi ressemblera *réellement* 2050? Que devons-nous faire d'ici là?

Trois rapports fournissent un éclairage critique. Premièrement, celui du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ([IPCC](#)), en révélant que les objectifs de Paris demeuraient pour l'instant hors de portée et qu'une action audacieuse s'imposait de façon urgente. Il s'agit probablement d'une déclaration évidente, mais encore fallait-il qu'une autorité crédible se charge de la faire. Deuxièmement, celui de l'Agence internationale de l'énergie intitulé [Net Zero by 2050](#), qui a fourni la première évaluation chiffrée des investissements dont nous avons besoin. Les objectifs *restent* atteignables selon le rapport, mais exigeront d'augmenter le budget annuel d'infrastructures énergétiques à 5 milliards \$, par rapport à 3 milliards \$ antérieurement, puis à 5 *billions* \$ à partir de 2030 (il s'agit toujours du budget annuel). Évidemment, les finances publiques ne suffiront pas et il faudra que le secteur privé fasse sa part, dans le cadre de partenariats mixtes, sinon nous n'arriverons jamais à nos fins. C'est précisément à ce stade que les sociétés entrent en ligne de compte, tout comme les gestionnaires d'actifs, les investisseurs et tant d'autres intervenants, avec un maître mot : la collaboration. C'est un des quatre piliers identifiés par les organisateurs de la COP26.

Le troisième rapport consiste en une mise à jour particulièrement intéressante du Climate Action Tracker (CAT), que vous pouvez consulter sur le site Internet [www.climateactiontracker.org](http://www.climateactiontracker.org). Cette analyse scientifique indépendante examine l'action climatique des pouvoirs publics, par rapport aux objectifs de l'Accord de Paris, et conclut pour la plupart des pays à une « grande insuffisance » ou à une « insuffisance ». Seule, la Gambie a été identifiée comme déjà « compatible ». C'est une douche froide pour le Canada, seul pays du G7 à obtenir une mention de « grande insuffisance », même le Brésil ou la Chine qui figurent

immédiatement avant ou après dans l'ordre alphabétique font mieux. Cette mise à jour révèle surtout que les efforts fournis en vue de satisfaire les objectifs climatiques de 2030 se sont essouffés, aucun émetteur important ne s'étant engagé à des cibles plus ambitieuses depuis mai l'an dernier. La situation nous paraît très préoccupante.



**JAMIE BONHAM**  
**Directeur, Engagements**  
**auprès des sociétés**

Vous avez raison d'insister sur ce mot, tout repose effectivement sur la collaboration. Aucun pays ne peut s'en sortir seul, mais bravo quand même à la Gambie d'avoir déjà atteint ses objectifs! C'est tout l'intérêt de la COP : parvenir

à des solutions communes, basées sur les ambitions de tous les pays, afin de régler un problème mondial.

Idéalement, il faudrait que la COP26 débouche sur un engagement renforcé des pays dans une collaboration mondiale, sinon nous courons droit à la catastrophe. Quand je dis « idéalement », il s'agit en fait de la seule option possible.

La récente initiative des États-Unis et de l'Union européenne pour conclure une entente mondiale sur les réductions de méthane constitue un excellent exemple de ce dont nous avons besoin. Cet engagement international, signé par le Canada, exige une réduction de 30 % du méthane d'ici 2030. Le rapport de l'IPCC mentionné par John précise que le méthane nécessite impérativement une action prioritaire. L'entente sera officiellement entérinée à la COP26, avec une forte volonté d'augmenter le nombre de sociétés signataires.

Je souhaite toutefois que des engagements plus audacieux voient également le jour, en particulier que les nations développées soutiennent dans leur transition celles en développement et améliorent leur résilience. Le rapport de l'IPCC dont nous parlons explique très clairement que nous ne pouvons plus éviter les impacts du changement climatique. Le compte à rebours a commencé. En revanche, nous *pouvons* encore éviter que le pire se produise. C'est ce que nous pouvons faire de mieux à ce stade, mais ça en vaut vraiment la peine.

Les pays en développement devraient recevoir 100 milliards \$ tous les ans en vertu d'un engagement sur la finance climatique, qui n'est toutefois pas honoré. Cette absence de soutien des pays développés fait en sorte que les nations en développement demeurent relativement réticentes à se fixer des objectifs plus ambitieux, devant déjà s'efforcer de respecter leurs engagements initiaux. Nous leur disons dans les grandes lignes : « Vous avez raison de vouloir améliorer votre qualité de vie, et donc de consommer plus d'énergie, mais vous ne pouvez pas faire comme nous avons fait. Vous devez trouver une façon propre. » Nous n'avons pas tort dans l'absolu, à condition de soutenir leur transition en mettant la main au portefeuille, car la situation dans laquelle l'humanité se trouve aujourd'hui provient largement des pays développés. Le Canada, avec l'Allemagne, a été chargé de convaincre les pays développés de combler l'écart entre leurs engagements initiaux et ceux actuellement mis en œuvre. [Il s'agit d'un rôle extrêmement important](#) à l'aune duquel nous pourrions évaluer la réussite de la COP26.

---

***Nous tenons à ce que ce sommet réserve une part importante aux solutions naturelles. Les forêts tropicales séquestrent naturellement le carbone et s'avèrent donc stratégiques pour tout objectif crédible zéro net. Or, où se trouvent-elles? La plupart du temps, dans les pays en développement. Comment pouvons-nous faire en sorte que ces sources de séquestration naturelle perdurent et soutenir les pays qui les possèdent?***

Nous tenons également à ce que ce sommet réserve une part importante aux solutions naturelles. C'est tout l'intérêt du « zéro net ». Nous ne pouvons pas arriver à des émissions nulles en 2050. Ça n'est d'ailleurs pas l'objectif. Pour atteindre des émissions zéro net, nous devons éliminer le carbone dans

l'environnement, afin de compenser le volume que nous continuons d'envoyer dans l'atmosphère. Comment ça fonctionne? Il existe des solutions technologiques dont nous parlerons plus tard, car elles constituent des opportunités d'investissement attrayantes. Dans l'immédiat, je tiens plutôt à évoquer les solutions naturelles. Les forêts tropicales séquestrent naturellement le carbone et s'avèrent donc stratégiques pour tout objectif crédible zéro net. Or, où se trouvent-elles? La plupart du temps, dans les pays en développement. Comment pouvons-nous ainsi faire en sorte que ces sources de séquestration naturelle perdurent et soutenir les pays qui les possèdent? Il existe un rapport étroit entre le besoin mondial de préserver la biodiversité et la crise climatique. Les pays développés ont un rôle à jouer.

Le Canada peut s'illustrer à cet égard en faisant preuve d'ascendant dans sa réconciliation avec les peuples autochtones. Nous pouvons aussi placer l'administration des ressources naturelles, soit notre forêt boréale, entre les mains des personnes qui la connaissent mieux que personne et savent comment la préserver. La forêt boréale constitue un puits de carbone massif. Nous le savons très bien. Nous ne pouvons atteindre le zéro net sans préserver les forêts de notre pays. L'administration des ressources environnementales constitue une opportunité économique dans la droite ligne du mode de vie traditionnel des peuples autochtones.

Il ne s'agit pas d'*empêcher* tout développement. Nous continuerons d'accepter les mines, à condition que leur exploitation se fasse en collaboration, et parfois en copropriété, avec les peuples autochtones et que

ceux-ci en surveillent l'impact. De cette manière, nous pourrons *faire* de notre volonté de réconciliation une stratégie climatique.

---

*Le programme Les gardiens autochtones existe pour protéger la forêt boréale et il repose sur les Premières Nations, qui ont déjà un plan pour lequel le gouvernement s'est engagé à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars. Il ne reste plus qu'à le mettre en œuvre et montrer à la face du monde comment procéder. Le Canada peut ainsi faire une énorme contribution à cet engagement mondial.*

Il faut toutefois investir, afin de soutenir ces initiatives au moyen de la finance durable. Le programme canadien [Les gardiens autochtones](#) existe pour protéger la forêt boréale et il repose sur les Premières Nations, qui ont déjà un plan pour lequel le gouvernement s'est engagé à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars. Il ne reste plus qu'à le mettre en œuvre et montrer à la face du monde comment procéder. Le Canada peut ainsi faire une énorme contribution à cet engagement mondial.

---

*Nous continuerons d'accepter les mines, à condition que leur exploitation se fasse en collaboration, et parfois en copropriété, avec les peuples autochtones et que ceux-ci en surveillent l'impact. De cette manière, nous pourrons faire de notre volonté de réconciliation une stratégie climatique.*

**JOHN :** Je suis ravi que nous parlions de notre pays, car il renferme une multitude de risques et d'opportunités climatiques dont il faut tenir compte.

Les Canadiens ne sont probablement pas assez informés des enjeux qui les concernent directement. La température moyenne augmente chez nous à peu près deux fois plus vite qu'à l'échelle mondiale, d'après [Le Canada dans un climat en changement](#) publié plus tôt cette année par le gouvernement, et même trois fois plus vite dans le nord du pays. Trois fois plus vite... Comme vous pouvez l'imaginer, l'impact sur l'Arctique s'avère plus grave que partout ailleurs dans le monde.

De plus, nous sommes les seuls au sein du G7 à avoir sensiblement augmenté notre empreinte carbone depuis 1990 selon l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le pays s'en va dans la mauvaise direction. Voici donc le contexte et l'urgence à laquelle les *Canadiens* se trouvent confrontés.

En d'autres termes et au-delà des risques climatiques purement physiques que nous comprenons tous, la course au zéro net a commencé et d'autres pays soignent mieux leur transition énergétique. Si le Canada continue à laisser son économie dépendre des combustibles fossiles, ses avantages potentiels se détérioreront et le placeront à la traîne du reste du monde. Nos entreprises n'auront plus leur place, la population active ne disposera pas des compétences et de la formation dont elle a besoin de sorte que nous en serons réduits à importer la technologie et les solutions des pays qui amorcent cette transition plus vite et dans de meilleures conditions que nous, un aspect qui s'ajoutera à l'impact négatif pour notre économie et, plus grave, notre tissu social.

Toutefois, à titre d'investisseurs, et surtout d'investisseurs *responsables*, c'est une situation particulièrement intéressante. En nous fiant aux chiffres de l'AIE, les pays et les entreprises qui veulent faire partie de la solution, et non du problème, représentent un univers d'opportunités de 5 billions \$ par année. Le Canada amorce cette transition dans une position avec de gros atouts. Le pays possède en effet de vastes réserves d'énergie renouvelable et non renouvelable, se plaçant au deuxième rang de l'indice d'innovation Global Cleantech 2021. Nous disposons en outre d'une expertise reconnue dans le secteur énergétique et dans un monde allant vers le zéro net, celle-ci intéressera *tout le monde*. Nous comptons

effectivement de nombreux spécialistes des infrastructures énergétiques et de la gestion de projets à grande échelle, qui savent de surcroît travailler dans des environnements exigeants sans aucun problème. Si nous parvenons à faire évoluer notre économie dans cette direction de façon audacieuse et décisive, celle-ci créera des emplois rémunérateurs, comblera une demande mondiale élevée, exportera avec succès, le tout générant une croissance supérieure, de manière durable et stable.

---

*Nous comptons au Canada de nombreux spécialistes des infrastructures énergétiques et de la gestion de projets à grande échelle, qui savent de surcroît travailler dans des environnements exigeants sans aucun problème. Si nous parvenons à faire évoluer notre économie dans cette direction de façon audacieuse et décisive, celle-ci créera des emplois rémunérateurs, comblera une demande mondiale élevée, exportera avec succès, le tout générant une croissance supérieure, de manière durable et stable.*

**JAMIE :** Ce train de la transition roule dans une seule direction et avance de plus en plus vite (il le faut en tout cas). Nous pouvons soit monter à son bord, et même dans la locomotive avec d'autres, ou tout simplement le manquer.

**JOHN :** Je tiens à parler du rôle de plus en plus important des gestionnaires d'actifs dans le changement climatique. Les conseillers et les investisseurs individuels font également partie de l'équation, mais nous en reparlerons plus tard.

Commençons par revoir la définition de base de l'investissement responsable. Il s'agit d'une approche de placement qui tient compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance à long

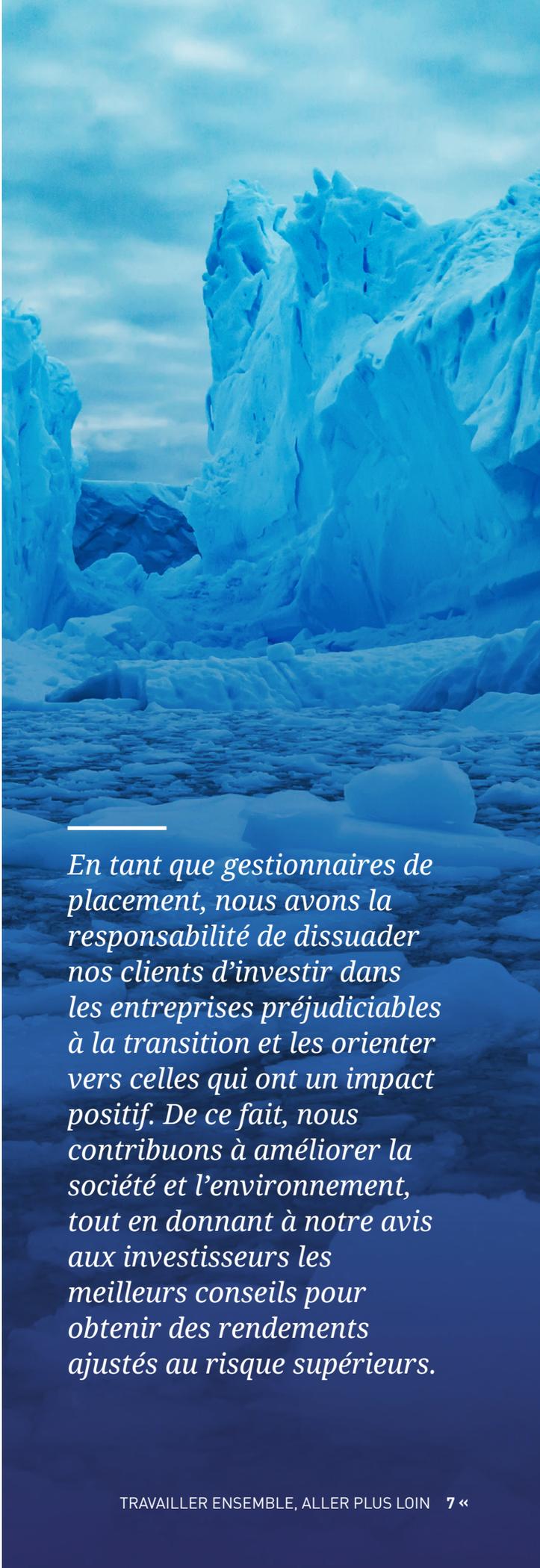
terme dans les décisions d'investissement et de propriété, afin de générer des rendements ajustés au risque supérieurs.

La pertinence de l'investissement responsable paraît aveuglante et littéralement des milliers d'études universitaires sur le sujet le prouvent. Des [travaux de référence datant de 2015](#) effectués à partir de plus de 2200 études sur le sujet ont conclu que « l'investissement ESG générerait des gains financiers ». D'autres travaux plus récents fournissent des conclusions encore plus tranchées. Une [étude de 2020](#) basée sur des informations publiées entre 2015 et 2020 conclut effectivement à la supériorité (plus marquée sur des périodes longues) des résultats financiers des sociétés qui tiennent compte des aspects ESG. Celle-ci a également révélé que l'investissement ESG procurait une meilleure protection à la baisse, en particulier durant les périodes de crise économique ou sociale.

Comment incorporer l'impact climatique dans les portefeuilles de placement? Il existe en fait trois méthodes à notre avis. Premièrement, investir uniquement dans les sociétés ayant une empreinte carbone réduite et se départir de toutes les autres positions, notamment dans des sociétés de combustibles fossiles. Deuxièmement, investir aux côtés d'un gestionnaire d'actifs qui aide les sociétés à réduire leur empreinte carbone en s'engageant auprès d'elles. Troisièmement, privilégier les sociétés qui ont comme stratégie de fournir des solutions au changement climatique. [Une étude conjointe des universités de Chicago, Harvard et Trente](#) (pdf) conclut que l'engagement des sociétés s'avère plus efficace que le boycottage ou le désinvestissement pour inciter les sociétés à agir sur le changement climatique.

Nous imaginons un monde dans lequel les sociétés et les investisseurs intégreront le changement climatique dans leurs décisions stratégiques et financières. Nous n'en sommes toutefois pas à ce stade. C'est encore largement la responsabilité des gestionnaires de placement d'analyser les données ESG dont ils disposent pour évaluer les sociétés et s'engager auprès d'elles afin de susciter des améliorations et mesurer l'impact de leurs placements, afin de s'ajuster au cas par cas.

« Mobilisons les capitaux. » C'est la phrase que l'on entend de plus en plus dans notre métier, notamment



*En tant que gestionnaires de placement, nous avons la responsabilité de dissuader nos clients d'investir dans les entreprises préjudiciables à la transition et les orienter vers celles qui ont un impact positif. De ce fait, nous contribuons à améliorer la société et l'environnement, tout en donnant à notre avis aux investisseurs les meilleurs conseils pour obtenir des rendements ajustés au risque supérieurs.*

par les organisateurs de la COP. En tant que gestionnaires de placement, nous avons la responsabilité de dissuader nos clients d'investir dans les entreprises préjudiciables à la transition et les orienter vers celles qui ont un impact positif. De ce fait, nous contribuons à améliorer la société et l'environnement, tout en donnant à notre avis aux investisseurs les meilleurs conseils pour obtenir des rendements ajustés au risque supérieurs.

J'ai mentionné un peu plus tôt la somme de 5 billions \$. Si aucun pays ne peut l'assumer seul, comment un gestionnaire d'actifs pourrait y arriver? Nous avons donc besoin de la collaboration de tous les secteurs d'activité, investisseurs et émetteurs publics et privés.

Dans le secteur des placements, nous devons en particulier veiller à un cadre de référence plus largement reconnu pour les rapports, les normes, les divulgations, la réglementation, les données, etc. (la liste est longue).

J'aime parler à ce titre des quatre « C » comme : *Cohérence*, des définitions, divulgations et données normalisées; *Comparabilité*, des sociétés d'un secteur et d'un pays à l'autre; *Crédibilité*, des données sur lesquelles les investisseurs s'appuieront pour prendre des décisions; et enfin *Collaboration*, une notion dont nous avons déjà parlé.

Il faut maintenant passer à l'action sans attendre la perfection, le mieux restant l'ennemi du bien. Nous pouvons continuer à améliorer nos méthodes pour qu'elles fassent preuve de plus de rigueur et d'efficacité au fil du temps, et cela ne manquera pas de se produire, mais nous devons commencer quelque part et tous ensemble.

**JAMIE :** J'estime que les gestionnaires de placement se trouvent dans une position privilégiée. Elle reste toutefois inconfortable, en raison des responsabilités qu'elle comporte. Nous nous trouvons effectivement entre les investisseurs et les sociétés. Or, il est extrêmement difficile pour les premiers de susciter individuellement le changement nécessaire auprès des secondes. En revanche, un gestionnaire de placement qui représente un bloc de titres conséquent du fait des capitaux dont il a la responsabilité en gestion commune dispose d'une influence bien réelle, en plus d'une expérience et d'un réseau qui lui permettent de susciter le changement *pour le compte* de ses

investisseurs. C'est bien notre rôle et celui de chaque gestionnaire de placement, à titre d'actionnaire actif.

En outre, notre influence ne s'exerce pas uniquement sur les sociétés au nom des investisseurs, mais également sur les organismes édictant les normes et les autorités de réglementation qui composent l'écosystème financier. Nous représentons donc l'axe emprunté par ces différents acteurs et disposons, grâce aux sommes que nous gérons, d'un pouvoir réel, en bien *comme* en mal. Pour être encore plus clairs, nous pouvons dans notre position mobiliser une bonne part de l'argent des investisseurs. *Ils veulent* que nous l'utilisions pour le bien, *nous voulons* l'utiliser pour le bien, et le monde *a besoin* que nous l'utilisions pour le bien, tout se tient.

---

*Il faut maintenant passer à l'action sans attendre la perfection, le mieux restant l'ennemi du bien. Nous pouvons continuer à améliorer nos méthodes pour qu'elles fassent preuve de plus de rigueur et d'efficacité au fil du temps, et cela ne manquera pas de se produire, mais nous devons commencer quelque part et tous ensemble.*

Je ne suis pas non plus en train de dire que la collaboration entre les gestionnaires de placement représente une nouveauté absolue, nous travaillons avec des investisseurs responsables qui partagent nos convictions depuis de très nombreuses années. Action climat 100 représente un excellent exemple. En reconnaissant l'importance d'un problème qui ne pouvait être réglé par des initiatives individuelles, des investisseurs se sont regroupés et ont échafaudé un plan d'action commun. Le modèle a été décliné dans une version propre au Canada en octobre dernier avec [l'Engagement climatique Canada](#). Nous figurons parmi les membres fondateurs.

Parmi les grands avantages de cette collaboration que je tiens à mentionner rapidement, citons une efficacité et une clarté améliorées. Lorsque nous nous



exprimons dans le cadre d'un groupe, une seule voix représente les intérêts de plusieurs. En matière d'engagement auprès des sociétés, un groupe de ce type exerce une influence bien plus grande et plus efficace, en évitant le dépôt de multiples résolutions d'actionnaires de la part d'investisseurs ayant tous des ambitions distinctes. Un groupe obtient donc généralement de meilleurs résultats et génère une attitude plus positive de la part des sociétés. Nous *avons besoin* que celles-ci nous écoutent davantage, sans générer de doutes, de méfiance ou de polarisation. Un nombre croissant de sociétés d'investissement lançant des programmes d'engagement, la pression sur les sociétés ne peut qu'augmenter. Nous encourageons donc les investisseurs à se regrouper le plus possible et, en d'autres termes, à collaborer!

**JOHN :** Approfondissons cette idée de collaboration, au niveau des conseillers et des investisseurs individuels. Parler d'« une seule voix » permet de meilleurs résultats comme vous l'avez dit. Nous avons effectivement besoin des investisseurs individuels et des conseillers, même si leur actif sous gestion paraît relativement raisonnable à la lumière de l'immensité de la tâche. Ils ne réalisent effectivement pas nécessairement tout le pouvoir dont ils disposent collectivement et qu'ils peuvent réellement susciter le changement.

Le cabinet Deloitte a publié une étude vraiment intéressante intitulée [2021 Climate Check: Business views on environmental sustainability](#). Parmi les dirigeants interrogés, 80 % ont reconnu qu'ils devaient agir sur le changement climatique. La question reste donc de savoir ce qui peut les pousser à agir davantage. La plupart des répondants ont évoqué une demande des actionnaires. Ce n'est pas l'action croissante de la

société ou des employés ni l'intensification des catastrophes climatiques (les réponses arrivées respectivement en deuxième et troisième positions), mais bien *la demande des actionnaires*. C'est le facteur qui serait le plus susceptible de pousser les dirigeants interrogés à agir.

Notons que les facteurs jugés les moins efficaces apportent également des enseignements. À la fin de la liste figuraient l'action du gouvernement et les amendes, ainsi que la pression de la concurrence. L'élément le moins susceptible de faire agir les dirigeants concernait le boycottage de leur entreprise par les consommateurs. Il s'agit d'une surprise, car à mon avis la plupart des gens imaginent que la façon la plus rapide de pousser une société à changer de comportement consiste à ne plus acheter ses produits. Nous avons pourtant ici la preuve que c'est exactement le contraire qui se passe dans l'esprit des dirigeants d'entreprise. Les Canadiens ont donc bien plus de pouvoir comme *investisseurs* que comme *consommateurs*, mais à mon avis la plupart l'ignorent complètement. Un énorme travail d'éducation reste donc à accomplir pour que la population comprenne ses droits d'actionnaires actifs et la façon de les utiliser pour susciter un changement positif.

Qui va leur apprendre à votre avis? Qui permettra à ces investisseurs individuels de se regrouper pour parler « d'une seule voix »? Les conseillers en sont capables. Ils disposent donc d'une opportunité exceptionnelle qu'ils devraient interpréter, à mon avis, comme la possibilité de mobiliser les capitaux de leurs clients vers des placements qui pourront satisfaire des objectifs communs. Voici quelques propositions : premièrement, recommander des fonds d'investissement gérés par des sociétés de placement

qui utilisent leurs droits (comme le vote par procuration) ou s'engagent auprès des sociétés pour avancer plus rapidement vers un monde zéro net; deuxièmement, inciter leurs clients à se tourner vers des fonds d'actions ou d'obligations qui investissent dans les solutions climatiques; troisièmement, se doter d'un processus de sélection des placements (pour les conseillers qui gèrent cette étape) en appliquant une optique ESG à toutes les composantes des portefeuilles, qu'il s'agisse de titres ou de fonds. Le changement climatique ne doit d'ailleurs pas constituer l'unique aspect à prendre en compte. Les conseillers peuvent ainsi ajouter leur clientèle au mouvement ainsi que les courtiers à l'échelle nationale et dans le monde. C'est de cette manière que nous mobilisons les capitaux.

**JAMIE :** J'aimerais insister auprès des conseillers sur l'importance de la transparence. Ils se trouvent effectivement en mesure de parler directement avec leurs clients sur la destination de leurs capitaux et sur l'impact que ceux-ci peuvent avoir, à condition bien sûr d'obtenir cette information auprès de la société de gestion ou des émetteurs eux-mêmes. Les investisseurs le souhaitent ardemment et connaissent de mieux en mieux leurs droits ainsi que le rôle qu'ils peuvent jouer, tenant d'ailleurs à ce qu'on leur communique des résultats. Les firmes de gestion, les conseillers et les sociétés doivent assumer une responsabilité dans la communication aux investisseurs de la part du changement qui leur revient.

Il faut savoir leur parler. Les sociétés et les firmes de gestion expliquent très bien comment elles font une différence, mais les conseillers doivent également dire à leurs clients où partent leurs capitaux et dans quelle mesure ceux-ci font une différence.

Les réussites obtenues dans les engagements auprès des sociétés, l'historique et la justification du vote par procuration ou les rapports d'impact figurent parmi les renseignements qui plaisent aux clients, car ils permettent de visualiser le rapport entre l'augmentation des capitaux qu'ils investissent et l'avancée de la transition vers un avenir sobre en carbone. C'est un aspect relativement naturel dans la relation entre le conseiller et son client que nous devons à mon avis soutenir, car il représente une composante essentielle de cette grande collaboration dont nous parlions. Plus les investisseurs demandent à ce que leurs capitaux soient investis ici et là, plus

nous mobiliserons des montants importants vers la solution et non vers le problème.

**JOHN :** Tout à fait, mais voyons maintenant plus particulièrement les solutions dont nous pouvons parler, de façon concrète. Après tout, nous investissons les capitaux de nos clients dans des entreprises ayant des activités réelles dans un monde réel. Jamie, que devons-nous rechercher dans les sociétés? Je donnerai mon point de vue après.

**JAMIE :** Très bonne question. Tout commence, à mon avis, par la stratégie. Jusqu'à présent, même si un vrai changement s'est amorcé, les entreprises suivaient une stratégie d'affaires parallèle à leur stratégie de développement durable, et encore, pour celles qui en avaient réellement une. Cette distinction ne fonctionne tout simplement pas, surtout pour des aspects comme le changement climatique ou la résilience à un avenir sobre en carbone qui ont le potentiel de bouleverser la donne.

Ainsi, le chef de la direction ou son directeur financier s'occupaient de la stratégie d'affaires avec les hauts dirigeants. Quant à la stratégie de développement durable, c'était à un directeur ESG, ou à quelqu'un ayant un titre similaire, de s'en occuper. Vous voyez la différence de niveau hiérarchique dans l'entreprise. On commence maintenant à aborder la question du développement durable avec les hauts dirigeants ou le conseil d'administration. C'est bien normal puisque la stratégie de développement durable et la stratégie d'affaires ne font qu'une.

---

*On commence maintenant à aborder la question du développement durable avec les hauts dirigeants ou le conseil d'administration. C'est bien normal puisque la stratégie de développement durable et la stratégie d'affaires ne font qu'une.*

Pour une société comme Suncor, dont nous suivons les progrès depuis de nombreuses années dans nos engagements, cette conversation se déroule

directement au niveau de la haute direction lors de réunions dédiées à la stratégie, avec des analyses de scénario qui servent à valider (ou non) la pertinence des décisions par rapport à un réchauffement de 1,5 °C. Il s'agit d'une responsabilité assumée par l'équipe dirigeante, qui tient de la stratégie même de l'entreprise. Malheureusement, cette approche ne se retrouve pas encore dans la majorité des entreprises, mais s'imposera.

Vous pouvez d'ailleurs très facilement savoir, à mon avis, si une société a bien réfléchi à sa transition en lui posant simplement la question suivante : « Avez-vous une stratégie? » Elle répond invariablement par l'affirmative, mais en analysant précisément cette réponse, vous verrez rapidement si la stratégie s'appuie sur le modèle d'affaires, avec ses atouts et les opportunités qu'il peut offrir, ou s'il s'agit d'un plan quinquennal ou décennal rédigé par une firme extérieure et simplement validé par la direction générale, sans réelle implication dans l'exercice. Dans tous les cas, le succès d'une entreprise dépend de la qualité de sa stratégie, peu importe son activité.

Le contexte canadien comporte toutefois ses particularités, dont nous avons rapidement parlé, et il faut tenir compte de ses avantages significatifs réels et futurs, souvent masqués d'ailleurs par l'image du secteur traditionnel des combustibles fossiles. Les investisseurs doivent effectivement aller au-delà de la première impression renvoyée par les sables bitumineux, avec leurs camions et tours de forage, pour regarder la capture du carbone, son utilisation et son stockage (« CCUS »). Le premier aspect suscite largement la méfiance, une bonne partie de la population estimant qu'il vise uniquement à permettre aux sociétés pétrolières et gazières de continuer à justifier leur existence (au lieu d'accepter la réalité et d'arrêter leurs activités), tout en entretenant un certain scepticisme sur sa viabilité économique.

Il faut en avoir conscience. Nous devons toutefois faire progresser cette technologie, afin que des scénarios zéro net puissent voir le jour. Il n'y a pas si longtemps, les investisseurs et les intervenants influents dans le secteur d'activité affirmaient que les énergies renouvelables ne pourraient jamais les concurrencer en raison de coûts trop élevés et d'une fiabilité discutable.

La capture du carbone nécessitera encore de nombreuses améliorations et, une fois celles-ci terminées, nous ne saurons pas plus comment l'utiliser, alors que l'opportunité réelle se situe plutôt dans cette phase à mon avis. Nous pouvons effectivement bien capter du CO<sub>2</sub>, mais encore faut-il savoir qu'en faire. Si nous parvenons à en faire un produit économiquement viable, ayant une valeur financière, alors nous pouvons le vendre et ainsi inciter massivement le monde entier à l'éliminer de l'atmosphère ou des processus industriels, afin qu'il devienne une source de revenu. Il s'agit d'une opportunité colossale, mais pour l'instant seuls les émetteurs les plus polluants ont réellement un intérêt économique à la saisir et donc à investir en conséquence. Le scénario zéro net de l'AIE, dont John a parlé plus tôt, en appelle précisément au secteur gazier et pétrolier pour créer des débouchés économiques d'envergure à partir des activités de CCUS. C'est donc un rôle que celui-ci peut jouer à court terme pour mettre la technologie à niveau, de sorte que nous puissions utiliser le carbone dans certains pans de notre économie qui ne pourront pas s'en sortir autrement, comme la sidérurgie ou la production de béton.

Il s'agit de l'opportunité dont le monde a besoin, et le Canada se trouve extrêmement bien placé pour la saisir. Nous vivons effectivement à côté d'immenses bassins dans lesquels le carbone peut être entreposé et disposons d'un outil industriel concentré en Alberta qui utilise cette technologie depuis des années. Nous avons ainsi le parfait microcosme pour développer cette technologie.

Il faut aussi parler de l'hydrogène bleu. Nous avons à composer avec la taille de notre pays et sa latitude septentrionale, ainsi qu'avec les conséquences pour les transports. Les véhicules électriques atteignent chez nous rapidement leurs limites, particulièrement lorsqu'il fait froid. L'hydrogène semble mieux adapté et nous devons exploiter également cette possibilité. Nous disposons d'un positionnement idéal, puisque les sociétés de sables bitumineux figurent actuellement parmi les grands producteurs d'hydrogène au Canada. Malheureusement, elles ne s'y prennent pas de la bonne manière et produisent énormément d'émissions. Si elles parviennent à significativement les réduire grâce aux CCUS, une économie de l'hydrogène pourrait voir le jour, avec le renfort d'autres sources



plus écologiques. Il s'agit d'une autre opportunité réelle, mais qui nécessitera également une certaine prise de risque.

Observons un instant les compétences dont disposent les entreprises de sables bitumineux, notamment l'envergure et la complexité des projets qu'elles ont menés jusqu'à présent dans un environnement particulièrement exigeant. Leur capacité de gestion dans ce domaine constitue un atout indiscutable dans la construction de l'infrastructure nécessaire à un avenir sobre en carbone. Nous pouvons largement en tirer parti. Dans tous les projets industriels visant à créer une infrastructure dont la collectivité a besoin, les sociétés de sables bitumineux canadiennes ont une carte à jouer, ayant prouvé leurs compétences dans un environnement particulièrement exigeant. Il s'agit de débouchés très prometteurs à l'échelle nationale et même à l'export pour un secteur dans lequel les connaissances font toute la différence.

**JOHN :** Absolument. Je souhaite de mon côté maintenant parler des sociétés que nous tenons précisément à *éviter*. Il s'agit dans les faits de celles auxquelles vous avez fait allusion et qui n'ont aucun plan stratégique pour un avenir sobre en carbone, ou qui évoluent trop lentement, voire pas du tout. Le coût des capitaux pour nombre de ces entreprises a déjà commencé à augmenter. Les banques resserrent les conditions d'emprunt et veulent des plans d'affaires qui leur expliquent l'engagement vers le zéro net, avant toute implication financière.

Le secteur gazier et pétrolier se trouve souvent dans la mire, mais le risque climatique va bien au-delà de celui-ci et justifie une éducation des investisseurs. Ainsi, une société immobilière qui ne ferait aucun effort pour a) comprendre ses risques climatiques purement physiques et b) les évaluer afin de trouver des solutions présenterait un risque d'investissement réel. Si elle possède des édifices dans des régions menacées par des inondations, des feux de forêt, une chaleur extrême ou des sécheresses et qu'elle ne prend aucune mesure préventive pour en atténuer les effets, le niveau de risque propre à ses actifs dépassera celui d'une société du même secteur d'activité qui a pris la peine de les évaluer.

Je n'ai mentionné qu'un secteur d'activité, mais l'explication vaut pour tous. Prenons le commerce de détail, dans quelle mesure le changement climatique

affecte-t-il les approvisionnements et comment font les détaillants pour en atténuer le risque? Comment cela se répercute-t-il sur leurs clients? On pourrait multiplier ainsi les questions et réaliser que tous les pans de l'économie et de la société sont concernés.

Il s'agit néanmoins moins d'une question de secteurs d'activité que d'attitudes, ou en tout cas de stratégies, pour revenir à ce que Jamie disait un peu plus tôt. En comparaison, regardons la révolution numérique. Nous savions tous que le phénomène se produirait, et il se poursuit d'ailleurs, mais de nombreuses sociétés n'avaient aucune stratégie numérique solide. Lorsque la pandémie a fait irruption, elles se sont retrouvées dans une situation délicate, tandis que certaines, mieux préparées, enclenchaient la vitesse supérieure et accomplissaient leur plan quinquennal en cinq mois, pour en retirer un gros avantage rapidement. La transition vers un monde sobre en carbone créera des gagnants et des perdants exactement de la même manière. Que se passera-t-il si nous devons faire face à un autre phénomène du calibre de la pandémie? Qu'arrivera-t-il aux sociétés mal préparées? Quel sera l'impact sur votre portefeuille?

Nous avons insisté sur le changement climatique durant cette conversation, mais il ne faut pas oublier que le monde se réoriente sur des facteurs sociaux et de gouvernance également, et pas uniquement environnementaux. Les sociétés ne peuvent y échapper. Elles ont besoin de plans d'action. Comment faire une contribution juste et positive à la société? Comment gérer l'écart entre la rémunération du chef de la direction et celle des employés? Comment améliorer la diversité et l'inclusion? Les entreprises doivent se mobiliser sur tous ces fronts. Nous vivons une période d'intense transition.

Les entreprises qui composent de façon proactive avec ces enjeux, en renforçant leurs pratiques de gestion du risque et en améliorant la résilience de leurs modèles d'affaires, réduisent la menace d'en faire subir les conséquences à leurs actionnaires. Il s'agit d'une dimension critique dans la création de valeur à long terme pour tous les actionnaires.

Revenons maintenant à nos moutons, c'est-à-dire à la COP26.

Je pense pouvoir raisonnablement dire, au nom de tous les membres des équipes de placement et ESG de NEI, que nous avons de grands espoirs et des attentes élevées par rapport à l'événement. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un sommet propre au secteur financier, nous anticipons de nombreuses nouvelles sur les enjeux concernant la finance durable, notamment à propos de la création d'un [nouvel International Sustainability Standards Board](#), qui pourrait notablement faire progresser l'établissement de normes mondiales pour les divulgations ESG, particulièrement en ce qui a trait au climat. Ces normes favoriseront la mise à disposition aux investisseurs comme nous de données comparables et cohérentes utiles aux processus décisionnels pour les placements. De nombreuses annonces devraient également concerner les initiatives zéro net dans le secteur de la banque et de la gestion d'actifs, de la part de sociétés ou d'alliances. Comme je l'ai mentionné plus tôt, le changement climatique affecte tous les pans de l'économie et je prévois donc que des engagements soient pris dans de nombreux secteurs d'activité et paliers de gouvernement, ainsi que du côté des investisseurs.

Nous reconnaissons que la tâche reste immense à l'échelle mondiale, mais qu'elle suscite un intérêt jamais constaté auparavant. Nous sommes enthousiastes, positifs et mobilisés, prêts pour une grande collaboration dans laquelle notre rôle d'investisseurs responsables prendra une nouvelle dimension. Nous souhaitons d'excellentes conversations et négociations à tous ceux qui prendront part à la COP26 et comptons bien suivre les résultats.



**Communiquez avec votre conseiller  
dès aujourd'hui à propos des solutions  
d'investissement responsable de NEI.**

# NEI

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, juridiques, comptables, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, d'un secteur, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Placements NEI est une marque de commerce déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est commanditée de NEI S.E.C. et une filiale entièrement détenue par Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est la seule commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale à part entière de Commandité Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant aux cinq caisses provinciales Credit Union (les « Caisses ») ainsi qu'au groupe CUMIS.

« Exigez plus. Comme nous. » est une marque de commerce de Placements NordOuest et Éthiques S.E.C.

2100527F 10/21 AODA